

Martin Pfister: «Les nouveaux accords avec l'UE renforceront notre sécurité»

Interview Le ministre chargé de la Défense a été chahuté par des manifestants propalestiniens lors de sa conférence sur l'Europe. Il s'affiche comme défenseur des Bilatérales III.

Florent Quiquerez

M. Pfister, auriez-vous un jour imaginé qu'un conseiller fédéral venu parler d'Europe se fasse huer par des manifestants propalestiniens?

Chacun a le droit d'exprimer son opinion. C'est un droit démocratique. Pour moi, l'Université est d'ailleurs, par essence, un lieu de dialogue et de débat. J'ai offert aux étudiants qui manifestaient de dialoguer après mon intervention. Malheureusement cela n'a pas été entendu. Pour dialoguer, il faut être prêt à écouter.

Votre discours a été retardé de vingt-cinq minutes. Il y a quelques semaines, Ignazio Cassis avait dû être exfiltré d'un événement, là aussi en raison de manifestants propalestiniens. Faut-il s'inquiéter?

Il est normal que des opinions différentes s'expriment dans l'espace public, c'est même un signe de vitalité démocratique. Mais il est essentiel que cela se fasse dans le respect et sans empêcher les échanges, même lorsqu'on n'est pas d'accord. Nos institutions reposent sur la possibilité de débattre ouvertement, y compris sur des sujets sensibles. Les perturbations ou les blocages ne font que rendre ce dialogue plus difficile. Il ne faut donc pas s'inquiéter pour notre démocratie, mais plutôt veiller à préserver cet esprit de discussion respectueuse qui en fait la force.

Revenons à l'Europe. De tous les départements, le seul qui n'a pas participé aux négociations avec l'UE, c'est le vôtre.

Êtes-vous bien placé pour défendre ce paquet d'accords?

Je le crois, oui, car ce dossier concerne l'ensemble du Conseil fédéral. Il n'appartient pas à un seul département, mais à tout le collège. Chaque conseiller fédéral, quelle que soit son appartenance partisane, doit défendre les décisions du collège sur ces accords et participer à la discussion. C'est aussi mon rôle, en tant que seul représentant de mon parti au sein du Conseil fédéral, de m'engager pour une position constructive et nuancée.

Votre parti, Le Centre, a décidé de soutenir le projet. La base suivra-t-elle?

Bien sûr, il existe des voix critiques, mais c'est le cas dans tous les partis, car ce dossier divise. Ce qui compte, c'est que nous ayons un débat honnête et foncé sur les faits.



Martin Pfister, conseiller fédéral chargé de la Défense, estime que la Suisse a tout intérêt à renforcer sa collaboration avec l'UE. Nicole Philipp

«L'UE est notre partenaire le plus important, tant sur le plan économique que sur celui des valeurs.»

Martin Pfister
Conseiller fédéral en charge de la Défense

Votre parti demande des garanties sur l'immigration et la reprise du droit européen. Ce «oui, mais» n'est-il pas plus dangereux qu'un «non»?

Ce «oui, mais» exprime une approche responsable. Dans cette phase de consultation, le parti a examiné le dossier en profondeur. Sur les accords, il s'est exprimé favorablement. Sur la législation nationale de mise en œuvre des accords, il a formulé ses attentes. C'est une démarche constructive et importante à ce moment du processus. Dans la phase de consultation, il fallait se poser les bonnes questions et identifier les points à améliorer en vue du débat au Parlement.

Votre parti, Le Centre, a décidé de soutenir le projet. La base suivra-t-elle?
Bien sûr, il existe des voix critiques, mais c'est le cas dans tous les partis, car ce dossier divise. Ce qui compte, c'est que nous ayons un débat honnête et foncé sur les faits.

d'indépendance? Que les intérêts économiques valent un affaiblissement de notre souveraineté?

Je comprends ce réflexe d'indépendance: il fait partie de notre culture politique. Mais si l'on analyse la situation de manière rationnelle, on voit que ces accords apportent des avantages concrets: sécurité juridique, accès au marché, coopération dans la recherche ou l'énergie. Ces éléments contribuent à la souveraineté de la Suisse. Il faut mettre ces différents aspects dans la balance.

Le Centre n'a pas tranché la question de la double majorité. Des juristes disent qu'elle est nécessaire; d'autres, non. Finalement, n'est-ce pas une simple décision politique?

Non, les règles sont fixées par la Constitution. Il faut s'y tenir. Le Conseil fédéral estime que, comme pour les Bilatérales I et II, le référendum facultatif doit s'appliquer. C'est une continuité juridique, pas une manœuvre politique.

Mais c'est plus simple d'avoir un «oui» avec la seule majorité du peuple...

C'est vrai, mais cela ne change rien au fond. Pour sa conclusion, le Conseil fédéral s'appuie

sur la Constitution, pas sur les chances de succès. C'est désormais au parlement de trancher.

Vous êtes historien de formation. Voyez-vous un parallèle entre cette campagne et celle de 1992 sur l'EEE?

Il y a des similitudes. Dans les années 90 déjà, la question européenne divisait à l'intérieur même des partis. Aujourd'hui encore, on retrouve cette polarisation: ce n'est pas un clivage gauche-droite, mais un débat de fond sur la souveraineté, l'ouverture et la place de la Suisse en Europe.

Sur l'EEE, on avait exigé la double majorité.

C'est vrai. Mais depuis qu'on a lancé la voie bilatérale il y a une trentaine d'années, tous ces accords ont été adoptés avec une majorité simple. Nous devons rester cohérents.

Ce qui change entre ces deux votes, c'est le contexte géopolitique et le retour des blocs au niveau mondial. Est-ce que ce sera déterminant dans la campagne?

Absolument. Nous vivons un tournant. Le retour des logiques de blocs, la guerre en Europe, les tensions commerciales: tout cela montre que la stabilité et la fiabilité de nos relations avec nos

partenaires européens sont essentielles. Non seulement sur le plan économique, mais aussi pour notre sécurité. L'Europe reste notre allié naturel et partage nos valeurs démocratiques. C'est dans notre intérêt de renforcer cette relation.

Vous êtes en train de dire que ces accords renforcent notre sécurité?

Oui, et je le pense sincèrement. Comme ministre de la Défense, je sais à quel point la sécurité ne se limite plus au militaire. Elle englobe l'économie, la technologie, l'énergie. Une coopération stable avec nos voisins contribue à cette sécurité au sens large.

Faut-il se rapprocher de l'UE parce que les États-Unis nous taxent, ou parce que la guerre est de retour en Europe?

L'UE est notre partenaire le plus important, tant sur le plan économique que sur celui des valeurs. C'est pourquoi le Conseil fédéral souhaite stabiliser et développer ses relations avec elle grâce à ce paquet d'accords. Les taxes américaines montrent que nos relations ne sont plus aussi simples qu'autrefois avec les États-Unis. Après la Seconde Guerre mondiale, nous avons longtemps bénéficié de leur protection, sur les plans militaire et

économique. Ils étaient garants de l'ordre international. Aujourd'hui, ils se replient davantage sur eux-mêmes, tandis que l'Europe assume une part croissante de responsabilités. Dans ce contexte, il est important pour la Suisse de miser sur des relations solides et fiables avec l'UE.

On peut vous rétorquer que, dans cette nouvelle géopolitique, la Suisse doit se concentrer sur ce qui fait sa force: son indépendance et sa neutralité. Non?

La neutralité n'est pas remise en question. Et aujourd'hui déjà, aucun pays n'est totalement souverain. Économie, technologie, défense, tout est interdépendant. Même pour l'armement, nous dépendons de chaînes d'approvisionnement internationales. Coopérer ne veut pas dire renoncer à notre liberté de décision. Nous resterons souverains sur le plan politique: nous pourrions toujours dire non.

Si l'UE est notre partenaire naturel, pourquoi achetons-nous nos avions aux États-Unis?

Je comprends la remarque, mais les États-Unis ne sont pas un adversaire. Ils restent nos alliés. Lors de l'appel d'offres, le F-35 s'est révélé être le meilleur système pour nos besoins. Et il ne faut pas oublier que la majorité des pays européens, de l'Italie à la Suède, ont fait le même choix. Ces avions s'intègrent dans un réseau européen de défense. À l'avenir, nous voulons toutefois produire et acheter davantage en Suisse et en Europe.

Le vote sur l'EEE a profondément marqué la politique suisse. Ce nouveau scrutin aura-t-il le même effet?

Je le pense. La question européenne est au cœur de notre avenir politique. Il est normal que cela touche les citoyens.

Quel que soit le résultat, ça se jouera à 50-50. Craignez-vous que le pays se déchire?

Il est clair que ce débat est chargé d'émotion et d'idéologie. Mais c'est aussi la force de notre démocratie. En Suisse, nous pouvons voter, débattre, confronter nos visions. Notre système de gouvernement collégial permet d'intégrer toutes les sensibilités et d'éviter les ruptures brutales. Je crois qu'il est assez solide pour surmonter les divisions.